



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS
Finances publiques
Deux-Sèvres



79 SOLIDAIRES
FINANCES PUBLIQUES
SYNDICAT NATIONAL



COMITE TECHNIQUE LOCAL du 01 mars 2016

DECLARATION LIMINAIRE COMMUNE DES ORGANISATIONS SYNDICALES CFDT – CGT– FO – SOLIDAIRES – Union UNSA-CFTC

Monsieur le Président,

Le 26 janvier dernier, 25 % des agents des finances publiques (29 % dans les Deux-Sèvres) ont signifié qu'ils en avaient assez de cette politique de mise à sac des services publics.

Par ailleurs et depuis plusieurs semaines nos collègues de Vierzon sont en grève reconductible, et ne demandent qu'à travailler dans des conditions décentes.

Salaires bloqués, emplois supprimés (30 000 depuis 10 ans), missions abandonnées, services fermés et/ou restructurés, et au final des conditions de travail dégradées.

Notre département des Deux-Sèvres ne fait pas exception à ce triste constat national puisque nous subissons encore en 2016, 10 suppressions d'emplois.

Lors de notre dernière réunion informelle du lundi 18 janvier 2016 portant sur l'adaptation du réseau de la DDFIP 79, vous aviez évoqué la réorganisation des services et notamment des SIE et des SPF.

Sur ce sujet précis des SIE, vous aviez annoncé qu'une réflexion au niveau du département serait engagée dans le cadre de groupes de travail, mais aviez qualifié de « fantasme » les craintes des OS concernant d'éventuelles fermetures de SIE.

Nous déplorons qu'un sujet aussi important, impactant la vie tant professionnelle que personnelle de nos collègues ne soit pas inscrit en premier point de l'ordre du jour de ce CTL pour n'être traité qu'en point divers.

En effet, alors que ce sujet a quitté les échanges confidentiels des réunions informelles pour être évoqué lors de GT avec les services concernés, il nous semble à minima, qu'un point d'étape sur l'avancement des réflexions de la direction aurait du être inscrit à l'ordre du jour de ce CTL.

Cela aurait montré la volonté de transparence et la volonté d'échange de la direction sur ce sujet dans le cadre d'un dialogue social réel et apaisé.

Pour l'ensemble des représentants du personnel, ces possibles évolutions ne sont pas de simples

questions diverses car si elles se réalisent, elles auront un impact non négligeable sur les agents.

Beaucoup de questions restent par ailleurs en suspens (projets, calendrier, droits et garanties du personnel concerné etc) et ce ne sont pas les mesures d'accompagnement qui sont susceptibles d'apaiser leurs inquiétudes .

Cette inquiétude porte d'une part, sur les droits des agents et leur garantie de maintien sur la commune de résidence, qui n'auraient pas été expliqués correctement.

Cette inquiétude est principalement ressentie par les agents en poste sur les sites de Melle, Parthenay et Thouars, ceux de St Maixent étant tout aussi inquiets, mais plus nuancés dans leur décision

Une autre inquiétude vient par ailleurs des services « accueillants » qui craignent un passage en force de la direction avec un transfert de charges sans les transferts d'emplois en conséquence.

Alors Monsieur le Président, et à l'occasion de ce CTL nous vous demandons de répondre clairement aux questions suivantes:

Où en est la direction dans ses différentes consultations ?

Quelles sont les différents schémas présentés et envisagés par la direction ?

Quelle est le ressenti de la direction quant à la faisabilité de ces restructurations ?

Selon quel calendrier ?

Les agents et leurs représentants syndicaux attendent de notre Direction locale, la plus parfaite transparence sur tous ces dossiers.

Les représentants des OS signataires.